

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 12–14 novembre 2012**

## **RAPPORTS D'ÉVALUATION**

**Point 6 de l'ordre du  
jour**

*Pour examen*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2012/6-C/Add.1**

28 septembre 2012  
ORIGINAL: ANGLAIS

### **RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN SOMALIE**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, RMP*:	M. C. Kaye	tél.: 066513-2197
Conseiller principal pour les programmes, OD**:	M. P. Rodrigues	tél.: 066513-2361
Conseillère pour les programmes, RMP:	Mme K. Oppusunggu	tél.: 066513-3068

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Division de la gestion de la performance et de l'obligation redditionnelle

\*\* Département des opérations

---

## CONTEXTE

1. Le présent document contient la réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en Somalie (2006–2011). L'évaluation ne couvre pas l'intervention lancée pour faire face à l'état de famine déclaré en Somalie le 20 juillet 2011.
2. Le Secrétariat se félicite des constatations et des recommandations, qui ont servi à élaborer la nouvelle intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) pour la Somalie. Alors que le PAM passe de l'assistance d'urgence à des programmes ciblés à plus long terme, il s'emploie à renforcer les capacités des communautés, des partenaires et des autorités locales et à accroître l'aptitude des ménages vulnérables à résister à des chocs récurrents.
3. Nombre des recommandations ont été appliquées. Le bureau de pays continuera à affiner ses activités concernant le renforcement des capacités et les partenariats, conformément à ce qui lui a été recommandé.
4. On trouvera dans le tableau ci-après les réponses du Secrétariat aux recommandations.

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN SOMALIE**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p><b>Recommandation 1:</b> L'unité du Bureau du PAM pour la Somalie chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité devrait être renforcée afin qu'elle puisse produire des informations relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui complètent les évaluations et analyses effectuées par d'autres structures, notamment le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition et le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS NET). Ces informations devraient avant tout permettre au PAM d'être mieux armé pour prendre des décisions stratégiques pertinentes et tranchées en matière de programmation, mais elles devraient aussi contribuer à enrichir les connaissances des pouvoirs publics et des autres partenaires de l'action humanitaire en matière d'efficacité de la planification et des interventions. Plus précisément:</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le bureau de pays s'emploie depuis plusieurs années à renforcer l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV). Il a effectué des évaluations de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité pour les régions couvertes par les bureaux de section du PAM dans le Somaliland en octobre 2008; dans le Puntland en avril 2007; à Galkayo en janvier 2011; à Mogadiscio en août 2011; et dans les zones frontalières en avril 2012. Le PAM et le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition ont également réalisé des évaluations conjointes à Mogadiscio en décembre 2011, avril 2012 et juillet 2012. Les évaluations ACV réalisées à Mogadiscio et dans les zones frontalières comportaient un volet sur la nutrition. Plusieurs évaluations rapides de la sécurité alimentaire et de la nutrition traitant notamment les problèmes liés aux clans ont été menées en 2011/12.</p> <p>Après la période à l'examen, un second chargé de l'ACV recruté sur le plan international a rejoint l'unité, où il s'occupe des évaluations.</p> <p>Un avis de vacance de poste d'analyste des marchés a été publié en interne puis en externe, mais aucun candidat qualifié n'a été trouvé. L'avis sera à nouveau publié si les ressources le permettent.</p>	<p>En cours</p> <p>Fait</p> <p>Décembre 2012</p>
<p>1a) Il conviendrait de faire réaliser des études indépendantes, avec l'appui technique du bureau régional et du Siège, afin de déterminer: i) les avantages que l'assistance alimentaire apporte aux différentes catégories de ménages en fonction de leur composition, de leur patrimoine et de la zone de subsistance dans laquelle ils vivent; ii) les effets de l'assistance alimentaire sur les économies agricoles et pastorales locales, et notamment les répercussions sur le marché du travail en Somalie; et iii) la situation des populations urbaines pauvres, à distinguer des groupes de personnes déplacées habituellement pris en charge, en faisant plus particulièrement référence au sexe et à l'appartenance à un clan, afin d'apporter des éléments avec lesquels étayer la stratégie de ciblage à venir du PAM. <i>(d'ici à la mi-2013)</i></p>	<p>Bureau de pays, en collaboration avec le Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale – ODN) et le Service de l'analyse de la sécurité alimentaire (ODXF)</p>	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Des évaluations et des études d'impact – certaines internes et d'autres externes – seront réalisées dans le cadre de l'IPSR 200443 sur: les activités dans le secteur de l'éducation (2012); le programme de supplémentation alimentaire généralisée (saisonnier à partir de 2013); les rations familiales distribuées dans le cadre de la supplémentation alimentaire ciblée (2014); les capacités de survie (2014); et les activités relatives à la nutrition maternelle et infantile (2015). Une analyse périodique des marchés, une étude de l'élevage nomade en Somalie (2013) et des évaluations rapides seront réalisées selon que de besoin.</p> <p>L'appartenance à un clan fait désormais partie des aspects pris en compte lors des évaluations.</p> <p>Le bureau de pays n'adhère pas entièrement aux recommandations concernant des économies différentes.</p> <p>En collaboration avec des spécialistes locaux de la sécurité alimentaire, le bureau de pays contrôle différentes variables, comme les prix du marché, les termes de l'échange et les taux de rémunération du travail, sur lesquelles les interventions humanitaires peuvent avoir une incidence. Il peut ainsi adapter sa programmation pour réduire le plus possible les</p>	<p>2012-2015</p> <p>Fait</p> <p>Fait</p>



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN SOMALIE			
Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
		<p>effets indésirables; les analyses disponibles sont suffisantes pour contrôler l'impact potentiel de l'assistance. En outre, la version 2 du système de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC), utilisée par le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition et d'autres partenaires pour les évaluations saisonnières, intègre l'assistance humanitaire et son impact parmi les facteurs qui permettent de déterminer quelle est la situation sur le plan de la sécurité alimentaire.</p> <p>Lorsque cette version sera totalement opérationnelle, il sera possible de mieux comprendre les effets de l'assistance humanitaire sur les économies locales.</p>	Mi-2013 (dépend du Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition)
<p>1b) Il faudrait améliorer la collecte et l'analyse des données relatives aux conditions économiques des marchés de produits alimentaires en Somalie, avec l'appui technique du bureau régional et du Siège, en s'intéressant plus particulièrement à leur capacité de répondre à l'évolution de la demande dans le cadre d'interventions faisant appel aux lois du marché, comme les transferts monétaires et les bons, et aux répercussions des échanges transfrontaliers sur l'accès des ménages aux produits alimentaires de première nécessité, en collaboration avec FEWS NET et le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition. <i>(d'ici à la fin 2013)</i></p>	Bureau de pays, en collaboration avec ODN/ODXF	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Les outils d'analyse des prix sont en train d'être examinés et améliorés dans le cadre de l'opération d'urgence 200281. Le bureau régional, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et FEWS NET suivent les flux commerciaux transfrontières; les données continueront d'être collectées si le financement et les capacités régionales voulus sont disponibles.</p> <p>Le PAM a effectué des études de marché pour rassembler des données sur l'utilisation des bons dans le cadre de l'opération d'urgence 200281; il utilise les évaluations pour examiner le rapport coût-efficacité et l'efficacité des différentes modalités de transfert et déterminer si les marchés fonctionnent bien.</p> <p>Comme pour la recommandation 1a), une fois la version 2 du Système IPC intégralement mise en œuvre, l'on disposera d'informations plus précises sur les marchés.</p>	<p>Fin 2013</p> <p>Fait</p>

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN SOMALIE**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p><b>Recommandation 2:</b> Le PAM devrait asseoir la stratégie de pays – qui s'inscrit dans le cadre global de la Stratégie des Nations Unies pour l'aide à la Somalie – sur des stratégies territoriales prenant en considération: i) le contexte politique et les conditions de sécurité, qui diffèrent d'une zone à l'autre; ii) la diversité des zones de subsistance; iii) les différents dosages possibles entre activités de secours d'un côté et activités de développement de l'autre, selon que l'on privilégie la planification des interventions d'urgence, la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise, le redressement ou la transition; iv) les différentes modalités de transfert permettant d'apporter une assistance alimentaire – appuyées par la distribution de vivres, de bons ou d'espèces – qu'il est possible d'utiliser en fonction des différents environnements ruraux ou urbains; et v) la diversité des capacités des pouvoirs publics, des institutions et des partenaires de l'action humanitaire. Plus précisément:</p>	<p>Bureau de pays, en collaboration avec ODN/la Division des programmes (ODX)/ la Division de la gestion de la performance et de l'obligation redditionnelle (RMP)</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>L'opération d'urgence 200281 avait été établie compte tenu d'une analyse menée avec les autorités locales à la faveur d'une série de sessions d'élaboration de stratégies au niveau des différentes zones en février 2011, pour déterminer les politiques, les stratégies et les objectifs pertinents de chacune de ces autorités. Une analyse au niveau des bureaux de section a aussi été effectuée pour déterminer les causes profondes de l'insécurité alimentaire dans les différentes zones de subsistance et comprendre les capacités et les contextes sociaux et politiques au niveau local.</p>	<p>Fait</p>
<p>2a) Lorsque c'est possible, les stratégies territoriales du PAM devraient viser davantage à lutter contre les causes profondes de la malnutrition grâce à la collaboration avec les principaux partenaires – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole, l'Organisation internationale du Travail et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) – qui proposent toute une gamme de compétences spécialisées complémentaires, ce qui permet: i) d'adopter une approche concertée du renforcement de la capacité de résistance face aux crises des ménages et des communautés dans les régions les plus vulnérables de la Somalie; ii) de mieux exploiter les synergies dans la programmation et d'utiliser plus efficacement les ressources, par exemple en inscrivant les activités Vivres pour la création d'emplois dans des projets plus vastes de développement de l'agriculture et de l'élevage, ou en intégrant la supplémentation alimentaire ciblée aux soins ambulatoires du programme thérapeutique; et</p>	<p>Bureau de pays, en collaboration avec les partenaires et ODN/ODX</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Des examens sont menés chaque année en février avec les autorités gouvernementales et locales, les autres organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) dans chaque zone afin de dégager des synergies; des analyses des interventions saisonnières et des examens en interne sont également effectués. En août 2012, une plus grande attention a été accordée aux modalités de transfert dans le cadre des analyses des interventions saisonnières.</p> <p>Une analyse des tendances de la sécurité alimentaire et nutritionnelle tenant compte du contexte politique et social, des zones de subsistance et des chocs avait été réalisée en vue de l'élaboration de l'IPSR 200443. Elle a été examinée avec la FAO, le Système de gestion de l'eau et des terres en Somalie (SWALIM), le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition et FEWS NET, et elle a éclairé la prise de décisions sur les types d'intervention appropriés pour les différentes zones.</p> <p>De mars à mai 2012, une stratégie conjointe visant à renforcer la résilience a été élaborée en concertation avec la FAO et l'UNICEF. Un plan opérationnel a été établi de juillet à août 2012 et présenté aux donateurs.</p>	<p>Fait</p> <p>Fait</p> <p>Fait</p>



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN SOMALIE			
Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>iii) de donner la priorité aux interventions telles que l'alimentation scolaire dans les zones le plus exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, jusqu'ici peu prises en charge. (d'ici à la fin 2013)</p>		<p>Le PAM a mené une évaluation de son programme d'alimentation scolaire, qui comportait des enquêtes sur les ménages que le bureau de pays étudiera, ainsi que des indicateurs se rapportant à l'alimentation scolaire, pour définir des stratégies de transfert des responsabilités susceptibles d'être appliquées au cours de 2013, éventuellement en procédant progressivement à un retrait de certaines écoles. Tandis que le bureau de pays passe à une IPSR, tout en tenant compte du fait que l'alimentation scolaire est la priorité du PAM dans les zones très exposées à l'insécurité alimentaire, il importe de continuer à évaluer de manière rigoureuse la sécurité alimentaire. Ces analyses des tendances contribuent cependant à mieux appréhender les contextes de la sécurité alimentaire aux fins de l'élaboration des programmes, et constituent un point de départ pour les discussions avec les partenaires et la recherche du consensus.</p>	<p>Fait</p> <p>Février 2013</p>
<p><b>Recommandation 3:</b> Il faudrait que le PAM adopte un nouveau modèle conceptuel afin d'attacher plus d'importance à la mesure des résultats et de l'encourager. Les informations et analyses que produit l'unité chargée du suivi et de l'évaluation devraient constituer plus qu'un simple outil permettant de s'assurer du respect des règles; cette unité devrait orienter et appuyer plus concrètement la programmation du PAM en fournissant des informations de première main sur la pertinence des différentes interventions et leurs effets sur les différents groupes socioéconomiques, et moins s'en remettre à des données secondaires relativement peu fiables. Plus précisément:</p>	<p>Bureau de pays, en collaboration avec RMP/ODX</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Ce changement est déjà bien avancé. Comme indiqué dans le rapport d'évaluation, des modifications ont été apportées dans le bureau de pays à l'unité chargée du suivi et de l'évaluation et aux systèmes correspondants durant la période à l'examen. Les systèmes axés sur le respect des règles ont été renforcés entre la fin 2010 et 2012, et des processus ont été mis en place afin de garantir que le système de suivi et d'évaluation appuie concrètement la programmation.</p> <p>Le bureau de pays ne partage pas la conclusion générale de l'évaluation selon laquelle les données secondaires sont "peu fiables", mais convient que ces données devraient être améliorées et complétées autant que possible par des données primaires. Dans le cadre de l'IPSR, le PAM continuera de collaborer avec les ministères et les partenaires dans les secteurs de l'éducation et de la santé, entre autres, pour renforcer les capacités nationales en matière d'évaluation, de mise en œuvre et d'établissement de rapports, ce qui fait partie intégrante de l'opération d'urgence 200281 et de l'IPSR 200443 (voir la recommandation 4). Le PAM et ses partenaires continueront à mettre l'accent sur la capacité des autorités nationales de communiquer des données sur les effets directs.</p>	<p>En cours</p>
<p>3 a) Il faudrait mettre au point des indicateurs permettant de mesurer les effets directs de manière réaliste, avec l'appui technique du bureau régional et du Siège. Ces indicateurs devraient se rattacher directement aux différentes activités qui composent les interventions du</p>	<p>RMP</p>	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Le bureau de pays emploie le Cadre de résultats stratégiques du PAM, qui comporte des indicateurs de produits et d'effets directs, et convient qu'il faut mieux rendre compte des effets directs au regard d'indicateurs plus réalistes. Pour ce qui concerne l'élaboration de l'IPSR 200443 et de</p>	<p>Décembre 2014</p>

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN SOMALIE**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>PAM, particulièrement dans le cas de formules novatrices comme la supplémentation alimentaire ciblée; ils devraient être intégrés au système de suivi et d'évaluation, et les rapports normalisés sur les projets devraient en faire état au même titre que des données relatives aux produits. <i>(intégration aux rapports normalisés sur les projets en 2013)</i></p>		<p>l'opération d'urgence 200281, l'unité chargée du suivi et de l'évaluation et l'unité ACV examinent la collecte de données relatives aux indicateurs d'effets directs, par exemple le score de consommation alimentaire, et essaient de déterminer comment procéder plus régulièrement à la collecte de données et améliorer l'analyse afin de mieux renseigner sur l'impact des activités du bureau de pays. Ainsi, le programme d'alimentation scolaire, fait actuellement l'objet d'une évaluation, au moyen de données issues du suivi, d'enquêtes sur les ménages et d'informations sur les écoles.</p> <p>Le PAM met en œuvre une stratégie ciblée de mesure des effets directs et de communication de l'information s'y rapportant dans le cadre de certains projets; il utilise à cette fin une analyse du suivi et de l'évaluation, bénéficie d'un soutien et d'orientations au niveau institutionnel, et analyse les évaluations et les systèmes afin d'améliorer la communication des informations concernant les indicateurs au regard du Cadre de résultats stratégiques. Les opérations en Somalie bénéficient des activités menées à l'échelle du PAM qui avaient été conçues pour améliorer l'information sur les effets directs dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de l'éducation, de l'amélioration des capacités de résistance et du renforcement des capacités</p>	<p>Décembre 2012</p>
<p>3 b): Une stratégie favorisant l'interaction devrait être élaborée afin de préciser comment prendre en considération les questions et les préoccupations évoquées par les bénéficiaires et leur communauté dans le cadre du suivi assuré sur le terrain, et comment s'en servir pour guider la planification et la conception des activités. <i>(d'ici à la mi-2013)</i></p>	<p>Bureau de pays, en collaboration avec les autorités gouvernementales/ le système des Nations Unies/les ONG/la société civile et ODN/ODX/ RMP</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le bureau de pays a mis au point des systèmes qui permettent de recenser et de prendre en considération les préoccupations des bénéficiaires, grâce à des dispositifs de suivi et à une permanence téléphonique qui permet aux bénéficiaires et aux communautés de contacter directement le bureau de pays. Bien que des problèmes d'ordre technique aient limité l'efficacité de cette permanence téléphonique, le bureau de pays veillera à ce que les bénéficiaires soient mieux informés des voies de communication disponibles et fournira, si cela est possible sur le plan technique, des numéros locaux à contacter.</p>	<p>Mi-2013</p>
<p><b>Recommandation 4:</b> Le PAM doit disposer des compétences et des ressources nécessaires pour améliorer le suivi sur le terrain et pour assurer plus efficacement le renforcement des capacités des pouvoirs publics et des partenaires coopérants, afin que ceux-ci soient mieux à même d'appuyer les évaluations et de contribuer à la mise en œuvre des activités du PAM et à l'établissement des rapports; à cet effet, il faudra s'inspirer étroitement d'autres</p>	<p>Bureau de pays/ODN/ ODX/RMP</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le bureau de pays a collaboré avec les ministères d'exécution dans le Somaliland et le Puntland afin d'élargir le rôle que ceux-ci jouent dans le cadre de l'évaluation, de la mise en œuvre et de l'établissement de rapports concernant les activités touchant la santé, la nutrition et l'éducation. Il travaille en coordination avec l'UNICEF et d'autres acteurs pour renforcer les capacités des ministères chargés des questions sanitaires. Le bureau de pays a facilité l'élaboration d'une stratégie</p>	<p>Fait</p>





<b>RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN SOMALIE</b>			
<b>Recommandations</b>	<b>Organe responsable</b>	<b>Réponse de la direction et mesures prises</b>	<b>Délai de mise en œuvre</b>
actions de renforcement des capacités menées au sein du système des Nations Unies. Plus précisément:		nationale en matière de nutrition avec la participation de l'UNICEF, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement.	
4a) Le PAM devrait renforcer la capacité des bureaux de section de produire et analyser des informations relatives aux produits et aux effets directs au sein du territoire dont ils sont chargés, en s'appuyant sur un plus grand nombre d'agents formés pour assurer le suivi sur le terrain et appréhendant mieux les objectifs relatifs à la nutrition et à la sécurité alimentaire qui font partie intégrante des activités programmées par le PAM. <i>(d'ici à la mi-2013)</i>	Bureau de pays/ ODX/RMP	La recommandation est acceptée. Dans le cadre de l'opération d'urgence 200281, les contrôleurs de l'aide alimentaire sont formés à l'analyse des informations relatives à la sécurité alimentaire et des activités de programme. Le budget de l'IPSR 200443 prévoit le recrutement d'administrateurs nationaux dans les domaines de la nutrition et des moyens de subsistance, de l'alimentation scolaire, des transferts monétaires et des bons, du suivi et de l'évaluation et de l'ACV, entre autres. Le PAM attache une grande importance au renforcement des capacités et des compétences techniques de son personnel dans les domaines de l'analyse des marchés et de la nutrition, en particulier dans les situations difficiles.	Fait et en cours
4b) Le PAM devrait appuyer plus efficacement les objectifs relatifs au renforcement des capacités dans les stratégies territoriales en mettant l'accent sur les capacités nécessaires au sein des administrations qui ont pour mission d'assurer la préparation aux situations d'urgence et la gestion des risques de catastrophe – telles l'Autorité nationale de recherche environnementale, de préparation et de gestion des risques de catastrophe dans le Somaliland, et l'Agence chargée des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes dans le Puntland – et sur les services de planification dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Le renforcement des capacités devrait permettre aux services administratifs d'assumer davantage de responsabilités dans la collecte de l'information, le suivi et l'appui technique aux interventions de formation, d'alimentation scolaire et de nutrition. <i>(d'ici à la fin 2013)</i>	Bureau de pays en collaboration avec les pouvoirs publics et ODN/ Division des situations d'urgence (ODE)/ODX	La recommandation est acceptée. L'appui au renforcement des capacités fournit par l'Autorité nationale de recherche environnementale, de préparation et de gestion des catastrophes et l'Agence chargée des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes a été intégré dans l'IPSR 200443. Les bureaux du PAM dans le Somaliland et le Puntland font de plus en plus participer ces deux entités aux évaluations dirigées par le PAM; elles ont d'ailleurs toutes deux pris part aux récentes analyses des interventions menées. Dans le cadre d'une stratégie conjointe avec l'UNICEF, le PAM fournit depuis 2010 une assistance au renforcement des capacités des autorités responsables de l'éducation et de la santé dans le Somaliland et le Puntland. Le renforcement des capacités des unités chargées de l'alimentation scolaire est centré sur le suivi et la bonne réalisation des objectifs.	En cours  En cours

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS EN SOMALIE**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p><b>Recommandation 5:</b> Le PAM doit améliorer très sensiblement la concertation avec des tiers et la communication en ce qui concerne les analyses, la planification des activités et la prise de décisions, afin d'accroître la transparence et de mieux rendre compte de son action aux principales parties prenantes. Plus précisément:</p> <p>5a) Pour prolonger les initiatives récemment engagées afin d'entretenir des contacts réguliers avec les donateurs au niveau du bureau de pays et avec les partenaires coopérants au niveau des bureaux de section, le PAM devrait élaborer une stratégie de communication et de partenariat définissant un certain nombre d'activités dans le cadre desquelles les partenaires seront régulièrement tenus informés de l'avancement des programmes et des questions qui s'y rapportent, avec l'appui technique du bureau régional et du Siège. <i>(d'ici à la mi-2013)</i></p> <p>5b) Le PAM, qui dirige aux côtés de la FAO le module de la sécurité alimentaire récemment mis en place à Nairobi et sur le terrain, devrait à ce titre: i) organiser l'étude d'un éventail de possibilités d'intervention à court et à long terme s'appuyant sur les analyses de</p>	<p>Bureau de pays</p> <p>Bureau de pays, avec le soutien technique d'ODN/ de la Division de la communication, des politiques publiques et des partenariats avec le secteur privé (CP)/du Département des relations extérieures (ER)/ de la Division des relations multilatérales et des rapports avec les ONG (ERM)</p> <p>Bureaux de pays du PAM et de la FAO, en collaboration avec</p>	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Le PAM reconnaît qu'il reste à faire pour améliorer la communication, mais il regrette que cette recommandation ne tienne pas pleinement compte des importantes mesures prises par le bureau de pays pour améliorer la concertation avec les partenaires, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de sessions d'élaboration et d'examen des stratégies avec les autorités locales, les organismes des Nations Unies et les ONG (voir plus haut les recommandations 2 et 2a);</li> <li>- la tenue de réunions trimestrielles avec les partenaires coopérants;</li> <li>- la mise sur pied, à intervalles réguliers, de réunions avec les ministères de l'éducation et de la santé dans le Somaliland et le Puntland;</li> <li>- la tenue de réunions mensuelles avec les donateurs;</li> <li>- la mise au point de la stratégie commune FAO-PAM-UNICEF visant à renforcer la capacité de résistance, y compris la tenue de consultations entre les trois organismes et avec l'équipe de pays des Nations Unies, les donateurs et les modules concernés;</li> <li>- la participation d'autres institutions, organisations et autorités aux évaluations dirigées par le PAM;</li> <li>- l'organisation de réunions d'information après les évaluations, à l'intention des parties prenantes techniques au niveau des bureaux de section et à Nairobi;</li> <li>- la tenue de concertations avec les communautés aux fins de l'élaboration de l'IPSR 200443 (mai 2012); et</li> <li>- la tenue de concertations avec les donateurs et les organismes des Nations Unies pour l'élaboration de l'IPSR 200443 (mai 2012).</li> </ul> <p>Le PAM attache la plus grande importance au dialogue continu avec les partenaires pour assurer l'efficacité et l'efficacité de ses programmes.</p> <p>La recommandation est acceptée.</p> <p>En février 2012, le module de l'assistance alimentaire et le module de l'agriculture et des moyens de subsistance ont fusionné pour former le module de la sécurité alimentaire, qui a adapté les rôles de conseil et de communication de l'information de ses membres aux modalités des</p>	<p>Fait et en cours</p> <p>Mi-2013</p>   <p>Fait</p>





## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
CP	Division de la communication, des politiques publiques et des partenariats avec le secteur privé
ER	Département des relations extérieures
ERM	Division des relations multilatérales et des rapports avec les ONG
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
IPC	classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODE	Division des situations d'urgence
ODN	Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale)
ODX	Division des programmes
ODXF	Service de l'analyse de la sécurité alimentaire
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
RMP	Division de la gestion de la performance et de l'obligation redditionnelle
SWALIM	Système de gestion de l'eau et des terres en Somalie
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance